

[Texte]

The Chairman: Thank you very much, Mr. Darling. I am going to go to Mr. Benjamin. We have until about 4.45 p.m.

Mr. Benjamin: Why, what is going on then, the vote or something? Votes?

The Chairman: That was the time we had indicated to the minister, Mr. Benjamin—

Mr. Benjamin: You can always have them back.

The Chairman:—that we would have them before our committee.

Mr. Benjamin: Before I go on to other questioning, I want to say to Gerry please do not use the argument regarding the Mac-Paps that there were some Canadians who fought on the side of the fascists. Anybody who volunteered, or otherwise, to fight on the side of fascism or dictatorship of any kind it seems to me is automatically not eligible for consideration by this committee or by this government.

Similarly, it has been thrown to me when I raised this matter with previous ministers of Veterans Affairs about the Mac-Paps. They said if you are going to do anything for them, you have to do something to 18,000 Canadians who volunteered to fight in Vietnam. Now what they volunteered for was to fight for one dictatorship against another dictatorship, and surely it is not the same. They are not comparable. All these fellows were was a couple of years ahead of their time in fighting for freedom and democracy. That is all, and all I am asking for is some recognition for them.

• 1635

Mr. Merrithew: Les, I am not taking sides. I am stating an historical fact. I think it would be worthwhile if we dug out that report and had a look at it, because they had some very strong feelings about that particular issue. Certainly it would be in your best interest and in my best interest to review that.

Mr. Benjamin: I wish you would. I think it would be useful if this committee could have the representatives of those few survivors of the Mackenzie-Papineau Battalion appear before the committee and present their case. It was done a number of years ago under a previous administration and the then Minister of Veterans Affairs called them mercenaries. They paid their own way over there and did not get paid while they were there, but they called them mercenaries.

Mr. Merrithew: It was done two years ago as well, in 1987.

Mr. Benjamin: What nonsense.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Darling. Je vais maintenant donner la parole à M. Benjamin. Nous avons jusqu'à environ 16 h 45.

M. Benjamin: Pourquoi? Que se passe-t-il? Y a-t-il un vote?

Le président: C'est l'heure que nous avons indiquée au ministre, monsieur Benjamin. . .

M. Benjamin: Nous pouvons toujours leur demander de revenir.

Le président: Nous leur avons indiqué que notre Comité les recevrait jusqu'à cette heure-là.

M. Benjamin: Avant de passer à une autre question, j'ai quelque chose à dire à Gerry. En ce qui concerne les Mac-Paps, je vous prie de ne pas avancer l'argument selon lequel certains Canadiens auraient combattu du côté des fascistes. J'estime que quiconque a combattu, ou s'est porté volontaire pour combattre du côté du fascisme ou de la dictature, quelle qu'elle soit, devrait être automatiquement exclu des travaux de ce Comité ou de ce gouvernement.

C'est exactement le même argument que l'on m'a renvoyé chaque fois que j'ai soulevé la question des Mac-Paps auprès des précédents ministres des Affaires des anciens combattants. On m'a répondu que si l'on faisait quelque chose pour ces gens-là, il faudrait faire la même chose pour les 18,000 Canadiens qui se sont portés volontaires pour aller se battre au Vietnam. Or, ce n'est pas du tout la même chose. Ils se sont portés volontaires pour combattre une dictature en lutte contre une autre dictature. Ces situations ne sont pas comparables. En partant se battre pour la liberté et la démocratie, tous ces hommes étaient en avant de deux ans sur leur temps. C'est tout. Et tout ce que je demande, c'est qu'on le reconnaisse.

M. Merrithew: Les, il ne s'agit pas de prendre parti. Je ne fais qu'énoncer un fait historique. Je crois que ce sera une bonne chose que nous retrouvions ce rapport et que nous le regardions, car je crois qu'ils ont des sentiments très forts là-dessus. Je crois que nous aurions tous intérêt à revenir sur ce rapport.

M. Benjamin: Je souhaite que vous le fassiez. Je crois qu'il serait utile que ce Comité invite les représentants des quelques survivants du Bataillon Mackenzie-Papineau à comparaître devant lui et à exposer leur cas. Cela a été fait il y a quelques années sous une autre administration, et le ministre des Affaires des anciens combattants de l'époque les avait traités de mercenaires. C'est à leurs propres frais qu'ils se sont rendus là-bas, ils n'ont pas été payés et ils se font traiter de mercenaires.

M. Merrithew: Cela s'est également passé il y a deux ans, en 1987.

M. Benjamin: Quelle absurdité.